JHM 15/12/17

Finances publiques : une grève contre les suppressions de postes

Le syndicat Force ouvrière proteste contre le projet de suppression de 21 emplois en 2018 en Haute-Marne. Hier, 37,79 % des agents ont fait grève.

À l'appel de la section Force ouvrière (FO) de l'administration, un mouvement social a concerné, hier, les finances publiques de Haute-Marne. Le syndicat, dont la responsable est Rachel Sugneau, proteste contre le projet de suppression de 21 postes en Haute-Marne en 2018 (*Le Journal de la Haute-Marne* du 24 novembre). Il a décidé de boycotter hier la réunion du conseil technique local organisée par la direction. Et d'initier un rassemblement, à 11 h 30, devant la préfecture à Chaumont.

Près de 70 personnes, dont des représentants de la CGT, ont participé à cette manifestation, soutenue par Sud Solidaires. Elles se sont ensuite portées, par la rue Victoire-de-la-Marne, jusqu'au siège de la direction départementale pour marquer leur désapprobation.

«Plan social»

Organisatrice du mouvement, Rachel Sugneau devait exprimer la forte inquiétude des agents, qui dénoncent *«la déshumanisation et la fragilisation de l'accueil, la fermeture de services et la détérioration des conditions de travail»*. Depuis 2013, *«ce sont 70 emplois qui sont supprimés, c'est un véritable plan social»*, a exposé la secrétaire de section, faisant part des craintes quant à la pérennité de plusieurs trésoreries depuis la fusion des intercommunalités. Elle pense à Nogent (qui a perdu la gestion de l'Ehpad au profit de la pairie départementale), Bourmont, Bourbonne-les-Bains et Châteauvillain.

Si FO espérait un peu plus de mobilisation dans les rues, ce sont tout de même, selon la direction départementale des finances publiques, 37,79 % des agents qui ont fait grève hier, et treize services qui ont été *«impactés»* par le mouvement. De son côté, Rachel Sugneau évoque quatorze sites fermés, à savoir ceux des centres des finances publiques de Langres, Saint-Dizier et Joinville, ainsi que les trésoreries d'Andelot, de Chaumont, Bourmont, Châteauvillain, Nogent et Prauthoy. Une nouvelle réunion avec la direction est programmée lundi 18 décembre.

L. F.

Les agents grévistes dénoncent le projet de suppression de 21 postes.

Les manifestants ont convergé vers le siège de la direction départementale.